

[Texte]

The Chairman: Please pursue that question. Mr. Clarke, you were finished. Mr. Mitges and then Mr. Towers. Mr. Mitges, would you like Mr. ...

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): I have not finished, Mr. Chairman.

The Chairman: All right, proceed.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): But if somebody else is going to follow this along ...

The Chairman: Proceed.

Mr. Clarke (Vancouver Quadra): Mr. Chairman I understood that what Mr. Balls is explaining is that these people are continuing to receive their overpayments because of Parliament's apparent desire to protect their privacy. But I was going to say to you, Mr. Chairman, that if there is anything this Committee can do to protect the purse of the taxpayer in general who is being subjected to this overpayment on a continuing basis, I think it should; in other words if we can do anything to follow up on the action of the Auditor General with the government to see that remedial action is taken as quickly as possible. I think it is ridiculous that the situation exists and is known to exist and so many people know that it exists and yet nothing is being done to correct the situation.

I judge from Mr. Wanzel's remarks that the number, which was disclosed to be 543 people who had received overpayments, that number on a continuing basis might be in the neighbourhood of 700 now.

The Chairman: Would that be a fair guess?

Mr. Wanzel: No, we have not established the next year. As of March 31, 1973 there were still 468 with balances outstanding and they would be continuing. There had been a number of deaths, of course, about 15 per cent I believe, and the total outstanding would be about \$140,000.

The Chairman: Mr. Mitges and then Mr. Towers.

Mr. Mitges: Thank you, Mr. Chairman. Perhaps I am thinking out loud here, but my line of questioning is just the opposite really. I am trying to figure out the rationale behind the thinking of legislators of that time of integrating the two pension schemes. My understanding is that civil servants contribute to both plans and in my opinion it would only be a reasonable expectation that they should be able to collect from both when the appropriate time comes. I think any proposed legislative change should be to allow a person to do just that. After all he does pay into both schemes and he should be allowed to collect as in a similar case in the private sector where they are allowed to collect. I cannot understand the rationale behind that thinking whatsoever.

The Chairman: It is a little on the verge of policy. I do not know whether Mr. Balls would like to comment.

Mr. Balls: I think it is right, Mr. Chairman, it does relate to the policy and I think you should direct the question to Treasury Board. I should call to your attention the fact that when the Canada Pension Plan was introduced the contribution rate to the Public Service Superannuation Act was reduced by the amount of your contributions to the Canada Pension Plan.

[Interprétation]

Le président: Veuillez poursuivre cette question. Monsieur Clarke, vous aviez terminé. M. Mitges et ensuite M. Towers. Monsieur Mitges, voudriez-vous ...

M. Clarke (Vancouver Quadra): Je n'ai pas fini, monsieur le président.

Le président: Très bien, allez-y.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Mais si quelqu'un veut poursuivre cette question ...

Le président: Allez-y.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur le président, j'ai compris que selon M. Balls ces personnes continuent à recevoir ces paiements excédentaires à cause du souhait apparent du Parlement de protéger leur vie privée. Mais ce que j'allais vous dire, monsieur le président, c'est que s'il y a quelque chose que ce Comité peut faire pour protéger la bourse du contribuable en général qui fait l'objet de ces paiements excédentaires d'une manière permanente, je pense qu'il devrait le faire; en d'autres termes, si nous pouvons faire quelque chose pour appuyer l'action de l'Auditeur général avec le gouvernement pour veiller à ce qu'un remède soit appliqué aussi rapidement que possible. A mon avis, il est ridicule que cette situation existe et qu'on sache qu'elle existe et que tant de personnes sachent qu'elle existe et que pourtant rien ne soit fait pour la rectifier.

D'après les observations de M. Wanzel au sujet de ce chiffre, on a dit que 543 personnes avaient reçu des versements excédentaires, ce chiffre, si on le projette, pourrait atteindre maintenant environ 700.

Le président: Pourrait-on avancer ce chiffre?

M. Wanzel: Non, nous ne l'avons pas encore calculé pour l'année suivante. Au 31 mars 1973 il y avait encore 468 soldes à découvrir qui ne seraient pas réglés. Bien entendu il y a eu un certain nombre de décès, environ 15 p. 100 si je ne m'abuse, et le total de découverts devrait être d'environ \$140,000.

Le président: M. Mitges et ensuite M. Towers.

M. Mitges: Je vous remercie, monsieur le président. Vous allez peut-être penser que je réfléchis à haute voix, mais mes questions sont à la vérité à l'opposé. J'essaie de comprendre le raisonnement des législateurs de cette époque qui ont pensé à intégrer les deux régimes de pensions. Si je ne m'abuse, les fonctionnaires cotisent aux deux régimes et à mon avis il ne serait que raisonnable de penser qu'ils puissent bénéficier des deux en temps opportun. A mon avis, toute proposition de modifications de mesures législatives devrait permettre à une personne de faire simplement cela. Après tout, elle cotise aux deux régimes et elle devrait pouvoir en bénéficier comme cela se fait dans un cas analogue dans le secteur privé. Je n'arrive pas à comprendre le raisonnement n'importe comment.

Le président: C'est un peu une question de politique. Je ne sais si M. Balls voudra faire des commentaires.

M. Balls: C'est exact, monsieur le président, cela relève de la politique et, à mon avis, vous devriez poser cette question au Conseil du Trésor. Je devrais vous rappeler que lorsque le Régime de pensions du Canada a été instauré, le taux de cotisations pour la pension de la Fonction publique a été réduit du montant correspondant aux cotisations versées au Régime de pensions du Canada.